

**POUR LE PAIN,
LA PAIX,
LA LIBERTÉ !**

**Liste présentée par
le Parti des travailleurs
conduite par
Camille ADOUE**



À la politique de Macron et de l'Union européenne, le Parti des travailleurs oppose trois exigences :
le pain, la paix, la liberté.

POUR LE PAIN !

Mettre fin à la vie chère

Les prix ne cessent d'augmenter, les salaires ne permettent plus de vivre correctement. L'école, l'hôpital public et les services publics s'effondrent. La pauvreté s'étend. Pourquoi ?

Macron et son gouvernement mènent une politique tout entière tournée contre les travailleurs et les jeunes, au seul service des capitalistes.

Réforme des retraites imposée malgré la mobilisation de millions de grévistes ; baisse des salaires, des pensions et des minima sociaux si on compare leur hausse à celle des prix ; fermeture de milliers de lits dans nos

hôpitaux, de milliers de classes dans nos écoles ; refus de réquisitionner les logements vides pour les familles qui en ont besoin ; doublement du « reste à charge » pour les malades sur leurs actes médicaux et les médicaments ; une loi qui fait la chasse aux immigrés ; une réforme pour baisser ou supprimer les allocations des chômeurs ; une autre en cours pour licencier des fonctionnaires...

En un mot, Macron, c'est la guerre permanente contre tous les droits collectifs, les acquis sociaux, les libertés publiques, la démocratie.

À la vie chère, à la pauvreté, aux privations, nous opposons : augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux ! Blocage des prix ! Alignement des salaires sur les prix !

POUR LA PAIX !

Réquisitionner les milliards de la guerre

Macron, c'est, à l'intérieur du pays, la guerre contre les travailleurs et les jeunes, et c'est aussi la guerre à l'extérieur. En juillet dernier, le gouvernement a fait voter 413 milliards d'euros dans la loi de programmation militaire.

Avec la complicité de Biden et de l'OTAN, il livre des armes au gouvernement Netanyahu qui les utilise contre le peuple palestinien, et aussi des armes au gouvernement Zelensky qui alimentent la guerre en Ukraine. Il multiplie les menaces d'envoi de troupes françaises sur le terrain, pour nous entraîner dans sa sale guerre.

Les peuples de Russie, d'Ukraine, de France et du monde entier ne veulent pas de la guerre. Ceux qui veulent que la guerre se poursuive, ce sont les marchands d'armes et les gouvernements à leur service. Dès le premier jour de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le Parti des travailleurs s'est prononcé pour le retrait des troupes russes d'Ukraine et pour le retrait des troupes de l'OTAN d'Europe (et pour le retrait des troupes françaises d'Afrique). Nous continuons d'affirmer : Ni Poutine, ni Biden, ni Macron ! Aujourd'hui, Macron menace d'envoyer des troupes en Ukraine. Qu'on ne nous raconte pas

que c'est pour la liberté du peuple, alors que le gouvernement français soutient ceux qui piétinent les droits des peuples en Palestine, en Afrique et dans le monde entier.

Et pourtant, la quasi-totalité des eurodéputés français, y compris ceux de « gauche » (PS et LFI) ont voté au Parlement européen pour financer la guerre qui a déjà fait près d'un million de victimes et qui ravage l'Ukraine.

Et cela à de nombreuses reprises : 1^{er} mars, 7 avril, 6 octobre 2022, 2 février, 16 février 2023... jusqu'au dernier vote en date, le 27 février 2024 qui attribue 50 milliards d'euros de « soutien » militaire et financier à l'Ukraine. Il faut être clair : nul ne peut prétendre combattre pour la paix et voter les crédits de guerre.

À la marche à la guerre, nous opposons : pas un sou, pas une arme, pas un homme pour la guerre qui oppose les oligarques mafieux et les capitalistes occidentaux ! Il faut réquisitionner les milliards de la guerre et les mettre au service des besoins de la population : les écoles, les hôpitaux, les salaires et des mesures nécessaires à une véritable défense de l'environnement.

POUR LA LIBERTÉ !

Un gouvernement des travailleurs et de la démocratie

Macron et son gouvernement ont engagé une vraie guerre sociale. Il y a un an, nous étions des millions à manifester sur le mot d'ordre « Macron, démission ! » Aujourd'hui, le gouvernement appelle à la « trêve olympique », à arrêter les grèves et les revendications.

Macron menace les syndicats. Quand il n'obtient pas de leurs dirigeants qu'ils lui obéissent, il réprime, réquisitionne les grévistes ou fait convoquer les militants par les policiers ou devant les juges. Pour ce faire, il utilise tous les outils antidémocratiques des institutions et de la Constitution autoritaire de la V^e République.

Quant à l'Union européenne, elle est entièrement soumise à des traités en faveur des marchés financiers et des privatisations. Dans son prétendu « Parlement », les eurodéputés n'ont même pas le droit de déposer une loi, mais seulement de se prononcer pour ou contre des textes écrits par une Commission européenne qui n'est élue par personne. L'Union européenne et ses traités, ce n'est pas la démocratie, ni la paix ni la fraternité entre les peuples. C'est la dictature des marchés financiers.

**À la « trêve » de Macron, nous opposons : les travailleurs ont raison de revendiquer !
Aux institutions antidémocratiques de la V^e République et de l'Union européenne, nous opposons :
il faut en finir avec le pouvoir minoritaire dans le pays et établir une authentique démocratie,
dans le pays et en Europe, avec la convocation d'une Assemblée constituante souveraine.**

Nous ne cachons pas notre objectif :
le gouvernement des travailleurs et de la démocratie,
« pour le pain, la paix, la liberté ».

Quel gouvernement aura le courage de décréter les mesures d'urgence qui s'imposent ? Celui qui ne craindra pas les multinationales, ni la rupture avec les capitalistes, ni d'en finir avec ces institutions, ni de donner tout le pouvoir au peuple travailleur.

À celles et ceux qui partagent cette perspective, nous proposons de construire avec nous le Parti des travailleurs.

Prenez le parti des travailleurs ! Rejoignez-nous !

PARTI DES TRAVAILLEURS

contact@parti-des-travailleurs.fr

